

Bolivie : Evo Morales condamne la vision colonialiste du Parlement Européen



La Paz, 5 mai (RHC) L'ancien président bolivien Evo Morales a accusé le Parlement européen d'avoir une "vision colonialiste vis-à-vis des nations de la région en condamnant sa résolution contre la Bolivie.

Dans une lettre ouverte adressée à "la Vieille Europe" et partagée ce mardi par son compte sur le réseau social Twitter, Morales a exprimé sa "grande surprise" par l'adoption d'une résolution, la semaine dernière, au Parlement européen (PE) qui demande la libération de l'ex-présidente du gouvernement de

facto Jeanine Áñez en qualifiant sa détention d'"arbitraire et illégale".

"Il apparaît clairement que certains secteurs de l'Europe conservent encore leur vision colonialiste et humiliante à l'égard des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes", a déclaré l'ancien président bolivien devant les médias, déplorant que "plus de cinq siècles se sont écoulés depuis la colonisation et qu'il semble encore que ce soit hier".

Morales a en outre critiqué le Parlement européen pour "intervenir dans les affaires intérieures" des Boliviens, en violation des principes internationaux et en faisant des "affirmations absolument fausses" "de manière démesurée".

Il a également rappelé que le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, a été "complice" du "coup d'État de Bolivie" en 2019, après les élections dans le pays, et il a remis en question le silence des parlementaires européens face aux violations commises pendant l'année au cours de laquelle le gouvernement de facto a été au pouvoir.

Faisant allusion à "une année de coups d'État, de persécutions et de graves violations des droits de l'homme, avec 38 morts, 800 blessés et près de 2000 détenus", l'ancien président s'est demandé "où étaient les parlementaires européens cette année-là. La vie des Indiens ne vaut-elle rien ? Être travailleur, ouvrier, mineur, enseignant, indigène, femme, jeune, c'est avoir moins de valeur pour les droits de l'homme et les démocraties de l'Occident ?" a-t-il ajouté.

En signalant son "renversement" en tant que président en 2019, Morales a dénoncé que son "crime était d'être autochtone, d'impulser une révolution démocratique culturelle".

Il a également rappelé aux députés que la Bolivie a décidé de construire sa propre histoire et qu'elle exerce sa souveraineté avec dignité et identité, et qu'elle n'est plus "une colonie ou une arrière-cour de personne".

La déclaration du Parlement Européen également provoqué un rejet dans les rangs du parti de Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS). Le président de la Chambre des députés de la nation andine, Freddy Mamani, l'a contesté et l'a qualifié d'"ingérence" dans les affaires intérieures de la Bolivie.

Le 13 mars dernier, la police bolivienne a arrêté Áñez et quatre de ses collaborateurs, après que le Bureau du Procureur de Bolivie eut demandé leur arrestation afin qu'ils répondent des crimes de sédition et de terrorisme, ainsi que des charges liées au coup' d'état de 2019 contre Morales.

Source HispanTV

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/256293-bolivie-evo-morales-condamne-la-vision-colonialiste-du-parlement-europeen>



Radio Habana Cuba